

ATLANTICO BUSINESS

Les gouvernements ne rendront jamais la vaccination obligatoire, ils s'arrangeront pour qu'elle devienne une obligation. Entre cynisme et lâcheté

Source Jean-Marc Sylvestre Atlantico.fr

(Note personnelle Antidote protéine Spike : Cet article nous a semblé intéressant, puisque JM Sylvestre est un pro vaccin)

Très simple : aucun gouvernement ne rendra la vaccination obligatoire pour tous, mais les gouvernements vont tout faire pour qu'elle devienne une obligation et c'est tant mieux. Parce que dans les faits, on arrivera au même résultat : devoir se protéger du virus.



Cette histoire de la vaccination va coincer les responsables politiques entre la lâcheté et le cynisme. Deux qualités dans lesquelles la plupart ont beaucoup de talent.

Les paris sont ouverts. Aucun gouvernement ne prendra la décision de rendre la vaccination obligatoire. Aucun, quel que soit le système politique, démocratique ou autoritaire. Pour certains c'est une évidence, la liberté individuelle est sanctuarisée. Joe Biden est de ceux-là. Pour d'autres, c'est une obligation. Vladimir Poutine, qui n'est pourtant pas un tendre, ne se résoudra pas à obliger son peuple à se faire vacciner parce qu'il sait qu'on ne peut obtenir du peuple ce qu'il refuse. D'autres, comme Angela Merkel, vont essayer d'être malin. Emmanuel Macron aussi.

On ne peut pas reprocher à des gouvernements de se mettre l'opinion publique à dos. Parce que le problème est simple. **Après s'être lamentées sur l'absence de traitements ou de vaccins, les opinions publiques non vaccinées ont tendance à refuser l'épreuve de la vaccination.**

Et dans tous les pays, près de 30 % des populations refusent la vaccination. Dans les démocraties comme dans les pays plus autoritaires et même complètement soumis au pouvoir central comme en Chine.

Alors que toutes les élites politiques ont acquis la conviction que la seule solution pour se protéger du virus et de ses variants étaient d'abord la vaccination. Tous les pays ont donc fait des efforts historiques pour accélérer les recherches sur les vaccins, mettre en fabrication et disposer des doses nécessaires le plus vite possible.

On peut évidemment reprocher tout ce qu'on veut aux gouvernements, y compris parfois leur prudence excessive, mais on ne pourra pas leur reprocher cette lutte internationale contre la pandémie. Tous ont fait à peu près les mêmes erreurs et tous sont arrivés à la conclusion que le vaccin était la seule solution.

Le problème, c'est que les populations n'ont pas dans leur ensemble acquis la même conviction. Elles se méfient des effets secondaires, elles se méfient des effets à long terme, et beaucoup se disent qu'elles ne seront pas concernées. Il y a beaucoup d'arguments scientifiques et médicaux à opposer à ces croyances, surtout en faveur des vaccins à ARN messager, mais ils sont inaudibles.

Pour les gouvernements et les entreprises qui ont mis au point des vaccins, c'est évidemment un échec. Ils n'ont pas réussi une pédagogie recevable par tout le monde. Mais c'est aussi un marqueur de la médiocrité des politiques qui ont fait du Covid19 et des traitements, ou de la gestion des vaccins, des marqueurs politiques. Ridicules et profondément toxiques.

Voir, aujourd'hui, les forces de gauches et populistes, refuser le vaccin n'est pas une preuve des dangers du vaccin, c'est une preuve que la gauche a quitté le camp du progrès social. **Parce que l'enjeu de guérir ou de se protéger du virus s'adresse d'abord aux pauvres et aux déshérités de la société, parce que le mal prolifère surtout dans ces catégories sociales.**

Mais d'une façon plus générale, cette opposition aux vaccins souligne la lâcheté ou la médiocrité des responsables politiques qui n'ont jamais, depuis la pandémie, présenté des solutions alternatives ou produit des idées de traitement ou de protection autres que celle du confinement.

A l'exception des plus cyniques qui considéraient que toutes les pandémies fabriquent des morts et qu'il fallait évidemment accepter cette mortalité qui touchait d'abord les malades et les vieux. **Ça revenait à accepter que la pandémie pût être une solution au problème de financement des retraites ou des assurances maladie. Même en Chine ou en Russie, on n'a pas osé.**

Bref, l'opposition à la vaccination est tellement aberrante et sulfureuse, **que les gouvernants en responsabilité ne prendront pas le risque d'attiser le feu social qui couve. Mais comme ils savent (et ils ont mille fois raison) que la planète n'a pas d'autres solutions que d'installer une immunité collective qui passe principalement par la vaccination, ils font en sorte que cette vaccination non obligatoire devienne une obligation pour retrouver une vie normale et sereine.**

C'est évidemment le cas de la France où Emmanuel Macron applique son concept du « en même temps ». Donc la vaccination ne sera pas obligatoire pour tout le monde, mais son obligation s'imposera... Et tout a été organisé depuis plusieurs mois.

1^{ère} étape : trouver un vaccin qui marche et ça n'a pas été évident.

2^e étape : les produire, les livrer et gérer les stocks.

3^e étape : commencer la campagne en installant des centres de vaccination. Il a fallu gérer les intérêts parfois conflictuels entre les médecins, les pharmaciens, les municipalités et les entreprises qui auraient pu être mobilisées plus vite et plus nombreuses. Mais grosso modo, ça a marché grâce aux municipalités, le plus souvent et à l'expertise et l'efficacité de Doctolib, licorne française qui aurait pu intervenir plus tôt, si on l'avait laissé faire, mais passons. **Doctolib fait le job. Il faudra un jour aussi que cette entreprise revienne à mettre de l'ordre dans l'assurance maladie qui n'a pas été très brillante dans cet épisode.**

4^e étape : il faut maintenant amener le récalcitrant à la vaccination, d'où l'idée de la rendre obligatoire. Mais ça ne marchera pas à tous les coups, donc il faudra en faire une obligation.

Obligation pour les personnels soignants (50 % la refusent encore ce qui est incompréhensible).

Obligation pour tous les agents de la fonction publique en contact avec le public, en commençant par les enseignants.

Obligation du pass sanitaire pour aller à l'étranger, prendre l'avion ou le train ou rentrer dans une salle de spectacle, ou un restaurant.

Obligation dans beaucoup d'entreprises pour aller travailler. Cette mesure est défendue à juste titre par les grandes entreprises mais refusée pour l'heure par la médecine du travail.

Beaucoup de ces obligations dépendent des responsables locaux, du chef d'entreprise, des gérants de salles.

Si l'obligation d'être vacciné ou la décision de la rendre obligatoire pose un problème de responsabilité juridique de l'autorité qui aura pris cette décision, le contraire est aussi vrai. Les chefs d'entreprises savent bien que rien n'empêche les avocats aujourd'hui, de leur demander des comptes si on découvrait qu'ils n'avaient pas tout fait pour empêcher le virus de circuler.

Le caractère obligatoire est certes liberticide, personne ne le conteste, mais chacun a le devoir de poser des limites à cette liberté individuelle si son expression en vient à mettre en danger la vie d'autrui.

Tous ceux qui militent contre le permis de conduire, la ceinture de sécurité, contre l'interdiction de fumer dans un lieu public ou même de se droguer sont une infinie minorité. Tout le monde a compris... Encore qu'il ne faille pas être naïf. A Paris par exemple, beaucoup des élus écolos ou de la gauche radicale qui s'opposent à la vaccination sont aussi ceux qui ne font strictement rien pour empêcher les consommateurs de Crack d'empoisonner les jardins publics et de menacer le voisinage qui ne demande qu'à vivre en paix. Finalement, ils sont assez logiques. Ils défendent la liberté individuelle, mais à quel prix ?